



Contre-jour

## Effets d'aubaine

---

### Les régimes autoritaires libérés des conditionnalités

---

par Jean-François Bayart,  
Béatrice Hibou et Sadri Khiari<sup>1</sup>

Le 11 septembre, les crocodiles ont pleuré d'abondance. Car s'il est un « effet d'aubaine » transversal, voire systémique, de la tragédie, c'est bien aux adversaires des réformes économiques et de la démocratisation qu'il semble devoir profiter, au moins en première analyse. À tout seigneur tout honneur : condamnant les attentats sur l'air de « Je vous l'avais bien dit », le président tunisien Ben Ali s'est engouffré dans la fenêtre d'opportunité que lui offre la Providence et se prépare à répondre à « l'appel du devoir », celui d'un quatrième mandat, anticonstitutionnel, en évitant l'opprobre de l'opinion internationale et les froncements de sourcil des chancelleries que lui vaudrait la manœuvre en temps normal. Il a aussitôt obtenu un satisfecit chaleureux de Renato Ruggiero, le ministre italien des Affaires étrangères : « L'expérience tunisienne en matière de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme peut être mise à profit dans le cadre de la lutte engagée à l'échelle internationale pour combattre ce fléau ». Ce faisant, Ben Ali a donné le la à tous les dictateurs en mal de restauration autoritaire, soudain libérés du carcan des conditionnalités des bailleurs de fonds en matière de gouvernance, de droits de l'homme et de libéralisation économique. Au Kenya, le président arap Moi, en délicatesse avec le FMI et soucieux de se perpétuer, fût-ce sous le couvert d'un successeur de paille, a lui-même pris la tête d'une manifestation contre le terrorisme pour désarmer les foudres des pays occidentaux. Prompt à rappeler ses états de service anticommunistes, fort de sa position stratégique aux confins du Soudan et de la Somalie, il a immédiatement joué les utilités en donnant au FBI des informations sur l'implantation de Al Qaida à Mombasa et Malindi, et du mouvement islamiste somalien Al Itahaad dans le district d'Eastleigh, à Nairobi. Il a également repris son activité de

médiateur intéressé entre Khartoum et la Sudan People's Liberation Army. L'âme damnée du régime, Nicholas Biwott, aujourd'hui ministre du Commerce, et Chrysanthus Okemo, le ministre des Finances, se sont rendus aux États-Unis pour s'entendre dire, entre deux réunions avec les hommes d'affaires et les officiels américains, que le FMI était prêt à rouvrir la négociation pour le déblocage d'un crédit de 386 millions de dollars. En Éthiopie, en Érythrée, au Zimbabwe, les équipes au pouvoir, elles aussi ébranlées par la montée de la contestation, ne cachent pas davantage leur intention de tirer bénéfice de la priorité désormais accordée à la lutte contre le terrorisme. Ces attentes limpides inquiètent jusqu'à certains experts de l'International Republican Institute, l'un des principaux *think tanks* du Parti républicain, pour qui les liens entre institutions démocratiques, stabilité politique et développement économique demeurent avérés. L'onde de choc du 11 septembre est si violente et profonde que l'on voit mal comment les préoccupations sécuritaires ne vont pas l'emporter sur le souci d'ouverture et de libéralisation. À preuve les pressions de la Maison Blanche sur la chaîne de télévision qatari Al Jazira, bête noire des autocrates du monde arabe. C'est pour ainsi dire mécaniquement qu'en Indonésie la reprise des relations militaires avec les États-Unis donne à Megawati Sukarnoputri et à l'armée carte blanche pour la réduction des mouvements séparatistes d'Aceh et de Papouasie occidentale, ou que, dans les pays musulmans – en Tunisie, mais aussi en Algérie ou en Ouzbékistan –, les pouvoirs à prétention laïciste, outrancièrement répressifs et prédateurs, trouvent dans les événements un regain de légitimité, au moins internationale. Quant à la Chine, elle se sent les mains plus libres face aux Ouïghours du Xinjiang.

Une première nuance doit cependant être apportée à ce constat général. En réalité, les gouvernements instrumentalisent la crise au service de leur stratégie et en fonction de leurs contraintes antérieures, mais celle-ci n'a pas la même utilité pour tous, car tous n'ont pas la même monnaie d'échange ni les mêmes objectifs. Si, à Conakry, Lansana Conté saisit à son tour l'occasion pour faire passer en force un amendement constitutionnel supprimant toute limitation du nombre des mandats présidentiels, son *diplomatic appeal* est évidemment moins séduisant aux yeux des Occidentaux que celui d'un Ben Ali, parce que la Guinée n'a pas la même importance économique et sécuritaire que la Tunisie : l'Union européenne et les États-Unis ont donc exprimé leur désapprobation. De même, le 11 septembre n'a pas dissuadé la Turquie d'adopter un train de lois destinées à la rapprocher des « critères de Copenhague » en matière de libertés publiques et de poursuivre les réformes économiques amorcées au début de l'année, parce que son adhésion à l'Union européenne reste son but ultime.

Ainsi, il n'y a pas un rapport automatique et global de causalité entre la fièvre sécuritaire qui s'est emparée des États-Unis et de leurs alliés européens et la restauration autoritaire ou prébendière. En Russie, Vladimir Poutine reçoit naturellement

un blanc-seing pour liquider la résistance tchéchène mais ne remet pas pour autant en cause les réformes économiques et joue de la crise pour accéder au club occidental : c'est sur le mode de l'amitié et de la solidarité, et non de l'équilibre de la terreur nucléaire, qu'il s'est rétabli comme partenaire privilégié des États-Unis, et il est en passe d'obtenir de ceux-ci le statut d'« économie de marché » avec la promesse d'une adhésion rapide à l'OMC. En Malaisie, le Dr Mahathir surfe sur la vague antiterroriste pour intensifier sa lutte contre le Parti Islam SeMalaysia et justifier rétrospectivement la répression du Kumpulan Mujahidin Malaysia, mais il poursuit sa politique économique tempérée d'intégration au marché mondial. L'on peut d'ailleurs en dire autant de la « mise à niveau » de la Tunisie, sur un mode plus rentier. Aux Philippines, la crise internationale a précipité la mise en conformité de la législation nationale en matière de blanchiment avec les critères du GAFI : menacée de sanctions à la date-butoir du 30 septembre que celui-ci lui avait fixée, soumise aux exigences américaines à l'endroit des mouvements islamiques suspectés de complicité avec Oussama Ben Laden, la présidente Macapagal-Arroyo s'est exécutée le 29 en faisant adopter une loi, à vrai dire bien imparfaite puisqu'elle ne prend en considération ni la prostitution ni la fraude fiscale, toutes deux florissantes. À Singapour, la baisse des exportations vers les pays industrialisés et l'entrée de la Chine dans l'OMC aiguissent la réflexion sur la définition d'un modèle de développement moins industriel et plus centré sur les services, de façon relativement indépendante du rôle que se reconnaissent les autorités dans la sécurité régionale en ces temps troublés. Les politiques d'ajustement plus ou moins structurel ne sont donc pas les victimes expiatoires obligées du 11 septembre, même si la tentation peut être grande d'y renoncer à la faveur du relâchement de la pression des bailleurs de fonds et de l'espoir d'une reprise de l'aide publique au développement. C'est en définitive une certaine continuité qui l'emporte, les pays les plus rétifs aux réformes – la quasi-totalité des États africains et arabo-musulmans, l'Indonésie – saisissant paradoxalement dans le séisme l'occasion de ne pas bouger, les autres cherchant tant bien que mal à s'adapter aux nouvelles configurations du système international.

En revanche, les libertés publiques semblent, elles, plus directement et systématiquement frappées bien que George W. Bush ait pris soin de préciser à Shanghai, le 19 octobre, en prélude au sommet de l'APEC, que « la guerre contre le terrorisme ne doit pas servir d'excuse pour persécuter les minorités ». D'une part, parce que les libertés publiques sont restreintes de façon préoccupante dans les démocraties occidentales elles-mêmes, au nom des nécessités de la lutte antiterroriste et dans le sillage des alarmes qu'avaient suscitées les manifestations contre la mondialisation lors des sommets du G7 et de l'Union européenne. De l'autre, parce que, dans la plupart des situations autoritaires ou de « transition », l'opportunité liberticide est décidément trop belle pour être gâchée. À Genève, diplomates et

ONG ne se cachent pas que la prochaine réunion de la sous-commission des Nations unies pour les droits de l'homme sera difficile...

Une seconde nuance peut aussi être introduite eu égard à l'hypothèse initiale. Plutôt que d'un effet transversal au détriment des réformes dans les pays « en transition », il faut parler de changements multiples de paramètres qui affectent le système dans sa globalité, tant au Nord qu'au Sud. La proximité par rapport à l'épicentre de la crise est décisive de ce point de vue. Sur l'ardoise magique de l'urgence, dettes, sanctions et conditionnalités qui grevaient le Pakistan ont été immédiatement effacées ou allégées, et ce dernier jouit maintenant d'un traitement de faveur de la part des institutions financières internationales que ne suffisent pas à expliquer ses performances économiques. Et l'Indonésie, les Philippines ou la Turquie, islamité oblige, continuent de faire l'objet d'une grande sollicitude là où l'Argentine, elle aussi en faillite et mise sous perfusion par ces mêmes institutions au début de l'année, est désormais abandonnée à elle-même. Néanmoins, les nouvelles configurations sont plus complexes et n'enregistrent pas mécaniquement les contours du conflit.

Sous le coup des attentats du 11 septembre, l'administration républicaine célèbre les mérites du keynésianisme et de l'interventionnisme qu'elle avait redécouverts, non sans opportunisme, dès son arrivée au pouvoir pour faire avancer ses projets de baisse d'impôts. Devant l'incurie des compagnies privées censées assurer la sécurité des aéroports, elle a renationalisé celle-ci, réhabilitant le rôle de l'État et du service public. Mais s'agit-il d'une profonde remise en cause du « consensus de Washington » ou de la mobilisation temporaire, en période de guerre, de l'« État industriel » dont parlait Galbraith ?

Les États-Unis qui ne voulaient pas, il y a quelques mois encore, se saisir de la question des places financières off shore, s'en prennent désormais à elles – mais plus aux européennes ou aux moyen-orientales qu'aux caraïbes, et en privilégiant leur rapport au terrorisme plutôt que la concurrence fiscale, le dumping commercial ou le blanchiment qu'elles autorisent, et que pointait un Laurent Fabius.

Au sein de l'Union européenne, la Grande-Bretagne caracole en cheval-léger de l'Amérique. « Effet d'aubaine » pour sa diplomatie, sans doute, mais qui ne peut être abstrait de sa concertation croissante avec l'Allemagne, la France et désormais l'Italie et l'Espagne sur des questions militaires autres que celles des « missions de Petersberg », notamment dans le domaine du maintien ou du rétablissement de la paix. Ce rapprochement plonge dans l'embarras les petits pays européens. Accessoirement, il semble conjurer le spectre de leur coalition au détriment des « poids lourds » de l'Union, révisant ainsi *de facto* le traité de Nice.

À Doha, la volonté des États-Unis de voir coûte que coûte la conférence de l'OMC se solder par un succès, pour ne pas ternir davantage leur aura d'hégémon, a permis à la France, à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce d'éviter que le sort de

la politique agricole commune ne soit scellé dans cette enceinte multilatérale et d'obtenir un sursis pour les subventions aux producteurs agricoles de l'Union, nonobstant le lâchage du Japon. L'adhésion de la Chine s'est également vue facilitée. L'Inde enfin, s'estimant trahie par la volte-face de Washington à l'égard du Pakistan, a enlevé le morceau à propos des médicaments génériques, de pair avec le Brésil – encore que les deux pays aient en l'occurrence des intérêts différents, le premier en tant qu'exportateur, le second comme importateur – et elle a défendu avec alacrité ses positions sur le régime de l'investissement.

Sur le front pétrolier, l'Arabie saoudite, dont le crédit international est ébranlé par les attentats du 11 septembre, s'efforce de préserver la cohésion de l'OPEP : en proie à des difficultés financières, elle peut néanmoins être amenée à engager une guerre des prix pour contenir les producteurs non membres du cartel qui réduisent ses parts de marché. À terme, la montée en puissance de la Russie comme fournisseur de pétrole et de gaz risque de mettre en concurrence l'Europe et les États-Unis, tous deux intéressés par un approvisionnement énergétique à l'abri des aléas du Moyen-Orient. Ce contentieux s'ajouterait aux différends commerciaux traditionnels, mais aussi à de nouvelles pommes de discorde – en matière d'échange de renseignements ou de coopération judiciaire – nées de la crise internationale.

On le voit, les effets systémiques du 11 septembre ne se résument pas à une logique univoque. En fait ils ouvrent autant d'opportunités qu'ils imposent de contraintes, ils s'apparentent à une redistribution partielle et assez aléatoire des cartes. Reste à savoir si les nouvelles configurations politiques, économiques et financières ne vont pas *in fine* être conditionnées par des facteurs stratégiques. Après tout, une victime collatérale du 11 septembre est le Traité de non-prolifération nucléaire, dès lors que les États-Unis ont choisi de renoncer à leurs sanctions à l'encontre du Pakistan et de l'Inde : au nom de quoi un pays comme l'Iran, entouré de puissances nucléaires et objet dans les années quatre-vingt d'une guerre d'agression, devrait-il renoncer à se doter d'une capacité de dissuasion ? Et le poids commercial croissant de la Chine, que décuplera son entrée dans l'OMC, n'est pas dissociable de son rapprochement spectaculaire avec l'administration Bush, de son affirmation militaire dans la région, de ses visées sur Taïwan et du réarmement à peine caché du Japon. ■

## Le Pakistan et l'Inde « à qui perd gagne »

par Christophe Jaffrelot

**/** Afghanistan a toujours été une donnée importante des relations indo-pakistantaises.

Le soutien des Pakistanais aux Taliban s'expliquait d'abord par la volonté d'acquérir une certaine « profondeur stratégique » face à l'Inde. Quant aux gouvernants de New Delhi, ils se sont toujours montrés soucieux de voir un pouvoir ami (ou neutre) à Kaboul. Il est d'autant plus utile de se demander qui, de l'Inde ou du Pakistan, a le plus pâti ou profité des suites militaires de l'attentat du 11 septembre.

### Retour en grâce du Pakistan de Moucharraf

Le Pakistan avait été progressivement mis au ban des nations à la fin des années quatre-vingt-dix. Les essais nucléaires du printemps 1998, qui faisaient suite à ceux de l'Inde, avaient conduit les États-Unis, mais aussi le Japon, à lui imposer de sévères sanctions. Les attentats contre les ambassades américaines de Dar es-Salam et Nairobi à l'été suivant, attribués à Oussama Ben Laden, avaient encore terni son image, puisqu'il était l'un des trois États ayant reconnu le régime des Taliban, protecteurs attirés du « milliardaire saoudien ». Enfin, le coup d'État militaire du général Moucharraf, le 12 octobre 1999, avait eu pour conséquence de nouvelles sanctions américaines et la suspension du Commonwealth.

Après le 11 septembre, le Pakistan a soudain été courtisé et choyé. C'était là le résultat de la stratégie déployée très tôt par Moucharraf, avec un grand sens politique : dès le 12 septembre, il assurait les États-Unis de sa « coopération sans restrictions dans le combat contre le terrorisme », au moment où ces derniers commençaient à considérer qu'ils ne pourraient pas mener leurs opérations en Afghanistan – tant pour démanteler les réseaux Ben Laden que pour mettre fin au régime des Taliban – sans le soutien du Pakistan, non seulement pour des raisons géopolitiques évidentes, mais aussi pour les informations qu'il détenait et le rôle d'intermédiaire qu'il pouvait assumer. Comme l'avait déjà fait le général Zia ul-Haq lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, Moucharraf négociait aussitôt le prix de son soutien (ouverture de son espace aérien, renseignement et appui logistique) – en termes financiers, mais aussi politiques.

Le ballet diplomatique des semaines ayant suivi l'attentat a témoigné de ce retour en grâce : les Premiers ministres britannique et néerlandais, le Chancelier allemand, le Président turc, le Secrétaire d'État américain, les ministres des Affaires étrangères français, allemand et saoudien se sont succédé à Islamabad, Moucharraf faisant, quant à lui, une tournée passant par Téhéran, Istanbul, Paris, Londres et

New York, où l'ONU lui a offert sa tribune<sup>2</sup> et où on l'a vu, le 12 novembre, jubiler littéralement sous les projecteurs, aux côtés de George W. Bush avec lequel il rédigea un communiqué commun soulignant la force de l'amitié qui unissait les deux pays « depuis cinquante ans ».

À chaque étape de cette réintégration dans la « communauté internationale » – fiction utile en l'occurrence, car l'expression suggère qu'« on en est ou pas » –, il a rappelé le coût de la crise afghane pour son pays (que son ministre des Affaires étrangères a estimé à « un ou deux », puis à « trois ou quatre » milliards de dollars) dont l'économie était déjà très mal en point : le service de la dette extérieure du Pakistan (38 milliards de dollars) représente presque la moitié de son budget, alors que la croissance de l'économie (2,45 %) est comparable à celle de la population. Le pays vivait déjà sous perfusion avant la crise et, selon le FMI, il n'aurait pu honorer sa dette extérieure entre 2002 et 2004 sans une aide exceptionnelle de 2 milliards de dollars par an. Or les bailleurs de fonds internationaux étaient plutôt réticents, lui reprochant de ne pas s'astreindre à une véritable discipline budgétaire et de ne pas tenir ses engagements en matière de réformes de structure (notamment de privatisations).

Tout cela n'est plus de mise. Une bonne douzaine de rééchelonnements de dettes a déjà été négociée dans le cadre des Clubs de Paris et de Londres ; la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont procédé à une annulation de dette à hauteur, respectivement, de 20 millions de livres et de 14 millions d'euros ; le Canada a converti ses créances à hauteur de 282 millions de dollars en aide au développement, l'Allemagne a fait de même à hauteur de 51 millions d'euros. Les créanciers du Pakistan se sont d'ailleurs engagés, le 14 novembre, à combler le besoin de financement de 3,2 milliards de dollars pour l'année 2000-2001. Quant aux aides bilatérales, elles dépassent le milliard de dollars, les États-Unis venant en tête avec 673 millions. Au plan multilatéral, l'Union européenne, en plus de concessions commerciales aux exportations de textiles, a offert une aide de 50 millions d'euros qui pourrait être encore accrue en fonction du flux des réfugiés afghans. Et le FMI envisagerait l'application au Pakistan de la clause dite « FRPC » (facilités pour la réduction de la pauvreté et la croissance), programme co-piloté avec la Banque mondiale, auquel il n'aurait pas normalement droit, ne faisant pas partie des pays les plus pauvres. Ces aides ont été consenties sans conditions : les réformes de structure sont oubliées.

Les sanctions imposées au Pakistan par les États-Unis sont aussi en voie d'être levées. Celles prises à propos du nucléaire (amendements Symington de 1978, Pressler de 1990, Glenn de 1998) le sont déjà : le Pakistan peut donc à nouveau recevoir certaines aides économiques des États-Unis et y acheter des armes. Les sanctions liées au coup d'État militaire ont aussi été reconsidérées à la suite de la visite à Islamabad d'une délégation militaire du Pentagone et d'un débat express

au Sénat, au cours duquel il fallut bien décerner un certificat de démocratie au Pakistan. La levée de ces sanctions, pour laquelle le Président peut se passer de l'avis du Congrès, au moins provisoirement, permettra notamment au Pakistan d'envoyer des soldats se former aux États-Unis. Lors de sa visite à Islamabad à la mi-octobre, Colin Powell a d'ailleurs assuré Moucharraff de la volonté américaine de reprendre cette forme de collaboration militaire, y voyant sans doute une façon, à terme, de détourner les officiers de la tentation islamiste.

Les conditionnalités qui pesaient sur le régime ont ainsi été purement et simplement mises entre parenthèses. Alors que Moucharraff s'était lui-même engagé à tenir des élections en 2002, les Américains n'ont pas fait du respect de cet engagement une condition de leur aide, ce qui aurait redonné un peu d'espoir à une intelligentsia prise en étau entre le pouvoir militaire et les agitateurs islamistes. Le général-président a profité des circonstances pour annoncer, le 13 novembre, qu'il resterait en poste quel que soit le résultat du scrutin, sans susciter la moindre réaction de ses bailleurs de fonds. Bref, plus encore que le Pakistan, c'est le général Moucharraff qui fait son grand retour sur la scène internationale. Le magazine *Newsweek* poussait ainsi récemment un soupir de soulagement : « Il vaut peut-être mieux que le Pakistan soit une dictature amie plutôt qu'une démocratie hostile »<sup>3</sup>.

### **Un double jeu peut en cacher un autre, ou comment les États-Unis n'ont pas empêché la chute de Kaboul**

Non content de revenir en grâce sur la scène internationale, le Pakistan a cherché, au début de la crise, à garder le contact avec sa base arrière afghane. Il est probable que certains dirigeants pakistanais, voire Moucharraff lui-même, dont on connaît le goût pour les coups de poker, aient cherché, au début, à jouer sur les deux tableaux, c'est-à-dire à tirer tous les bénéfices d'une collaboration avec la coalition antiterroriste tout en gardant le contact avec les amis d'hier en attendant que l'orage passe. Moucharraff n'avait-il pas entretenu des liens étroits avec les organisations paramilitaires des mouvements islamistes ? En 1999, lors de la guerre de Kargil, au Cachemire indien, l'armée dont il était le chef avait agi de concert avec les moudjahidin (que les Indiens, eux, appellent mercenaires). Cette démarche s'inscrivait dans une stratégie qui fait depuis longtemps l'objet d'un consensus au sein de l'*establishment* civil et militaire du Pakistan : l'utilisation de ces corps de militants au service de sa politique régionale. C'est dans cette perspective que les Taliban avaient été soutenus à leurs débuts, au milieu des années quatre-vingt-dix, pour obtenir la fameuse « profondeur stratégique ».

Bien sûr, après le 11 septembre, Moucharraff et son armée ne pouvaient plus espérer garder le lien privilégié avec l'Afghanistan que leur assuraient les Taliban, mais certains officiers ne s'y résignaient pas facilement<sup>4</sup> et, surtout, tous escomptaient placer des « Taliban modérés » dans un gouvernement d'union nationale qui

aurait ainsi échappé à la mainmise de son vieil ennemi, l'Alliance du Nord.

Les États-Unis ont longtemps donné l'impression qu'ils étaient réceptifs à cette exigence et qu'ils entretenaient une relation franche avec Moucharraf. Le 12 novembre, le président Bush, en sa présence, avait demandé aux forces du Nord de ne pas entrer dans Kaboul, quitte à la contourner pour poursuivre leur avancée. Le lendemain, la ville tombait pourtant aux mains des partisans de feu le commandant Massoud, et les téléspectateurs pakistanais découvraient que, sur le terrain, les forces spéciales américaines conseillaient les combattants sur la meilleure manière d'y parvenir. Le dépit du Pakistan était d'autant plus grand qu'au même moment les États-Unis ne soutenaient pas ses efforts pour faire émerger une représentation pachtoune à substituer aux Taliban dans le dispositif politique futur : le Pir Sayed Ahmad Gailani, en qui Islamabad voyait une carte précieuse, ne fut pas pris en considération par les Américains. Tout se passait comme si ces derniers, derrière leurs bonnes paroles adressées à Moucharraf, ne l'entendaient pas, voire se méfiaient de lui<sup>5</sup>. Les Pakistanais ont-ils trouvé leurs maîtres dans l'art du double langage, ou bien les propos rassurants de Bush – sur la prise de Kaboul notamment – étaient-ils tout simplement en décalage avec la politique du Pentagone, qui voulait des signes tangibles de victoire sur le terrain et qui a donc soutenu l'Alliance du Nord de façon plus déterminée ? Toujours est-il que les Pakistanais ont vécu la chute de Kaboul comme une trahison américaine : les États-Unis les auraient utilisés, comme dans les années quatre-vingt lorsqu'ils avaient eu besoin d'eux pour repousser les Soviétiques, avant de se désintéresser de leurs problèmes – et notamment de la question des réfugiés afghans. De fait, ils se sont montrés beaucoup moins conciliants dès lors qu'ils ont pris pied en Afghanistan et n'ont plus eu autant besoin des bases militaires pakistanaises.

Avec le départ des Taliban de Kaboul, le Pakistan a perdu sa fameuse « profondeur stratégique » en Afghanistan. C'est l'échec de toute une politique, mise en œuvre par Zia puis poursuivie par ses successeurs. Certains diront que cet échec se profilait déjà à l'horizon depuis que les Taliban étaient passés sous l'influence des « Arabes » et de Ben Laden, réduisant d'autant l'emprise des Pakistanais sur un mouvement qu'ils avaient largement créé. Leur incapacité à dissuader les Taliban de détruire les Bouddhas de Bamyan avait témoigné à la fois de cette perte de contrôle et de la radicalisation des Taliban qui en était la cause. Mais, même si ces derniers s'émancipaient de la tutelle pakistanaise – à la faveur notamment de leurs victoires militaires sur l'Alliance du Nord –, ils restaient des alliés utiles. La chute de Kaboul a rendu le pouvoir aux ennemis des Pakistanais dans la région. Dès lors que l'issue militaire est advenue avant l'émergence d'une solution politique, leur capacité à peser sur les négociations concernant la formation du gouvernement afghan est fortement entamée. La conférence inter-afghane qui s'est tenue à Bonn en novembre ne comportait qu'une délégation susceptible *a priori* de défendre les

intérêts pakistanais, celle de Gailani, qui n'a obtenu que trois portefeuilles ministériels au sein du gouvernement provisoire.

### La montée des périls intérieurs

La « perte » de l'Afghanistan fragilise la position de Moucharraf dans son pays, sans pour autant le rendre particulièrement vulnérable. Les militaires et les islamistes sont souvent présentés comme les principales menaces qui pèsent sur lui. S'agissant des premiers, Moucharraf a pris soin de remplacer les officiers d'état-major hostiles à sa politique et de consulter tous les officiers qui comptent, ceux dont il ne se veut, finalement, que le *primus inter pares*. Cette démarche très collégiale lui a permis de faire endosser sa politique par ceux qui, au sommet de l'armée, partagent son « kémalisme ». Les officiers de rang intermédiaire sont plus sensibles aux thèses islamistes mais l'éventualité d'un putsch de militaires islamistes dépend largement d'une véritable montée en puissance des mouvements islamistes eux-mêmes.

Moucharraf a pris ses distances avec eux en rompant avec les Taliban puis en faisant arrêter des leaders particulièrement virulents, comme le Maulana Fazlur Rehman, chef de la Jamiat Ulema-i-Islam, un des partis les plus proches des Taliban, et Qazi Hussain Ahmed, le chef de la Jama'at-i-Islami. En s'aliénant les islamistes, Moucharraf perd l'appui de ceux qui contribuaient à mettre en œuvre la politique régionale du Pakistan, notamment au Cachemire. À plus court terme, il exacerbe une opposition susceptible de menacer son régime. Il est toutefois probable que les partis islamiques n'ont pas une capacité de mobilisation suffisante pour cela en raison de leurs divisions et de l'effet dévastateur de la déroute militaire des Taliban : la démoralisation des islamistes pakistanais est telle que Moucharraf pourrait en profiter pour les mettre au pas, notamment en réformant les *madrassa*.

En réalité, les risques de déstabilisation pourraient venir des zones tribales et de la North West Frontier Province (NWFP), les régions frontalières de l'Afghanistan où les Pachtounes forment une majorité de la population et où le fondamentalisme sunnite est particulièrement bien implanté. Dans cette zone, le nationalisme pachtoune, incarné depuis la naissance du Pakistan par le parti « Awami », s'est doublé d'un islamisme de plus en plus virulent à mesure que les Taliban affirmaient leur autorité de l'autre côté de la frontière. La talibanisation de la NWFP s'est notamment traduite par la création du TSNM (Tariki Nefazi Sharia Mohammedi, que l'on peut traduire par Mouvement pour l'imposition de la charia de Mahomet) dont beaucoup de militants ont passé la frontière pour prêter main-forte aux Taliban dès le début des frappes anglo-américaines. Pachtounes pakistanais et afghans se sont retrouvés sur le terrain d'un nationalisme ethnique fortement teinté d'islamisme.

Les Pachtounes du Pakistan risquent de se mobiliser et de mettre Moucharraf en difficulté en considérant qu'il a sacrifié les intérêts pachtounes sur l'autel de la

coalition antiterroriste. Ils lui poseront sans doute un problème lorsque les combattants du TSNM et les Taliban en déroute se replieront sur la NWFP. C'est en vain que Moucharraf a cherché à boucler la frontière, les mécontentant plus encore. Ces groupes sont susceptibles d'imposer leur loi dans la région, minant ainsi l'autorité de l'État. La défaite ayant conduit, en deux mois de guerre seulement, à la chute de Kandahar a toutefois beaucoup affecté les Pachtounes du Pakistan ; d'autant que nombre d'entre eux ont péri au combat alors que les Taliban rendaient les armes ou passaient à l'ennemi. La conjoncture est propice, là aussi, à des mesures de répression qui libéreraient Moucharraf d'une menace. Le régime a pris cette direction en novembre en condamnant à trois ans de prison le chef de la TSNM.

La perte de la profondeur stratégique aurait été plus facile à gérer pour Moucharraf si elle s'était accompagnée d'avancées substantielles sur le Cachemire, l'enjeu premier de la rivalité indo-pakistanaise. Moucharraf avait d'ailleurs inscrit le Cachemire, au début de la guerre, sur la liste des « conditions » qu'il avait posées aux États-Unis en échange de son soutien : il souhaitait visiblement que Washington s'engage à jouer les intermédiaires avec l'Inde sur cette question. Naturellement, l'attitude indienne constituait à cet égard une variable décisive.

### **L'Inde, vainqueur de fond ?**

Du côté indien, les attentats du 11 septembre sont immédiatement apparus comme une aubaine : la première puissance mondiale était victime du « terrorisme islamique » dont New Delhi dénonçait les agissements au Cachemire depuis dix ans sans jamais être entendue. Les Indiens se sont empressés de proposer un appui logistique aux Américains et de leur fournir des listes de groupes islamistes et des cartes montrant leurs camps d'entraînement, en particulier au Pakistan. L'Inde et les États-Unis étaient engagés depuis la fin des années quatre-vingt-dix dans un processus de rapprochement diplomatique que ce nouvel épisode était appelé à consolider. Certes, l'Inde avait été soumise, avant même le Pakistan, à des sanctions américaines à la suite de ses essais nucléaires de 1998, mais le dialogue amorcé à ce moment-là entre les deux pays avait paradoxalement conduit les États-Unis à voir en elle un pôle de stabilité en Asie et un contrepoids à la Chine, surtout depuis qu'elle s'était prononcée en faveur du programme américain de défense antimissile.

C'est dire l'ampleur de sa déconvenue lorsque les États-Unis refusèrent poliment ses offres de service pour leur préférer celles du Pakistan. Sous le choc, le gouvernement indien se drapa dans un discours moral : la vertu et les sacrifices n'étaient pas payés de retour alors que l'on récompensait le vice puisqu'on déroulait le tapis rouge devant ceux-là mêmes qui avaient soutenu les Taliban. Pire, la sécurité de l'Inde se trouvait fragilisée, puisque le Pakistan pouvait désormais se fournir en armes aux États-Unis et espérer que ces derniers rouvriraient le dossier cachemiri. Colin Powell, lors de sa visite à Islamabad, n'avait-il pas présenté le

problème du Cachemire comme un aspect central des relations entre l'Inde et le Pakistan ? Il répondait ainsi au souhait de Moucharraf – et des Pakistanais en général – d'internationaliser la question du Cachemire, en tout cas de la mettre sur la place publique, tandis que l'Inde estime qu'elle doit être traitée de façon bilatérale, comme le précisait les accords de Shimla consécutifs à la troisième guerre indo-pakistanaise de 1971.

La réaction de l'Inde aux propos de Colin Powell fut double : elle allongea la portée de ses rituels tirs d'artillerie au Cachemire, de manière à frapper plus profondément de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu, et elle exigea une clarification de la part du Secrétaire d'État américain, qui révisa aussitôt sa formulation et écarta l'idée d'une médiation américaine au Cachemire : le dossier se refermait aussi vite qu'il avait été ouvert. L'Inde s'efforça de pousser son avantage en exigeant des Américains qu'ils inscrivent sur la liste des organisations terroristes étrangères dressée au lendemain du 11 septembre plusieurs groupes islamistes actifs au Cachemire (seul Harkat-ul-Mujahidin y avait figuré d'emblée). Elle formula cette demande à la suite d'un attentat qui, le 1<sup>er</sup> octobre, avait fait 37 morts à Srinagar. Cette action avait été revendiquée par Jaish-i-Mohammed, un mouvement basé au Pakistan que l'Inde voulait voir figurer sur la liste en question, tout comme Lashkar-i-Taiba (l'Armée des Purs). Les États-Unis acceptèrent de considérer cette demande, tout en prenant leur temps. La Grande-Bretagne, a quant à elle, dans le cadre de la toute récente loi antiterroriste, décidé d'interdire Lashkar-i-Taiba sur son territoire et de geler ses avoirs.

À terme, l'Inde devrait réussir à faire valoir sa position de victime du terrorisme islamique et se trouver ainsi cooptée par le camp occidental (après avoir bénéficié, au même titre que le Pakistan, de la levée des sanctions américaines et japonaises liées à ses essais nucléaires). La crise afghane n'aura été qu'un accroc dans le rapprochement indo-américain fondé avant tout sur la stabilité qu'offre l'Inde par comparaison à un Pakistan fauteur de troubles.

Cette image flatteuse est cependant fragile et risque de se trouver écornée lors de la campagne électorale qui commence en Uttar Pradesh, le plus grand État de l'Union indienne dont les habitants sont appelés à renouveler l'assemblée en février-mars 2002. Il s'agit d'un des derniers États à être encore dirigés par le Bharatiya Janata Party, le parti nationaliste hindou au pouvoir à New Delhi. La tentation est donc grande pour les leaders de ce parti de revenir aux slogans de l'hindouisme militant pour remobiliser un électorat désenchanté. Le contexte est propice. Les attentats du 11 septembre et celui de Srinagar ont réactivé la xénophobie anti-musulmane, surtout en Uttar Pradesh où les musulmans représentent 20 % de la population, contre 12 % dans l'ensemble de l'Inde. Une campagne électorale marquée par de graves émeutes intercommunautaires pourrait ternir l'image de l'Inde comme ce fut le cas il y a dix ans.

À plus court terme, l'Inde joue sa carte diplomatique en Afghanistan. Elle milite pour que le prochain gouvernement de Kaboul fasse la part belle à l'Alliance du Nord qu'elle a soutenue dans la guerre, et surtout pour que le Pakistan perde toute influence dans ce pays. Elle peut compter sur l'appui des Russes, et peut-être des Iraniens, dans cette démarche, mais c'est l'attitude américaine qui sera décisive.

**L**es déconvenues du Pakistan font-elles les victoires de l'Inde – et vice versa ? En partie seulement. Il est certain qu'en Afghanistan, l'Inde percevra comme une victoire la formation d'un gouvernement hostile au Pakistan – ou même neutre à son endroit – et réciproquement. Mais d'autres domaines peuvent réserver des surprises. Ainsi l'Inde vit comme une défaite diplomatique le retour du Pakistan au premier plan de la scène internationale, mais elle peut sans doute attendre son heure avec sérénité, car les grandes puissances surveilleront le Pakistan dans lequel elles voient non seulement un foyer de l'islamisme international mais aussi, potentiellement, un vecteur de prolifération nucléaire<sup>6</sup>. Surtout, les *deux* pays peuvent sortir « gagnants » de cette crise sur le dos des islamistes. Moucharraf peut en effet saisir l'occasion de la défaite des Taliban pour rompre avec ses alliés jihadistes d'hier dont le moral est au plus bas. Il peut, pour cela, s'appuyer sur les principaux partis et, en tous cas, sur une classe moyenne inquiète de la montée en puissance des mollahs. À New York, Moucharraf en a appelé à cette « majorité silencieuse » qui considérerait que les mosquées ont été abandonnées « à des obscurantistes et à des sectaires »<sup>7</sup>. Ira-t-il jusqu'au bout de cette logique qui passerait par une phase de répression, notamment pour désarmer les *madrassa* ?

Certains développements pourraient par contre s'exercer aux dépens à la fois du Pakistan et de l'Inde. Ce serait le cas si des groupes islamistes basés dans la NWFP ou ailleurs parvenaient à ébranler l'État pakistanais et à relancer le jihad au Cachemire. Seule la collaboration des deux pays pourrait sans doute alors faire face à la situation, mais auraient-ils conscience de leurs intérêts communs ? ■

## L'Asie centrale et le jeu russe

par Olivier Roy

**L**orsque les Américains sont arrivés en Ouzbékistan pour établir une base arrière afin de mener campagne en Afghanistan, ils n'entraient pas en territoire inconnu. L'engagement américain s'était concrétisé dès 1994, trois ans après la dissolution de l'URSS. Le projet dit « Partenariat pour la paix » de coopération militaire

entre l'OTAN et les pays de la CEI n'avait été conçu que pour faire accepter l'élargissement de l'OTAN à une Russie réticente, qui n'a d'ailleurs jamais voulu se lancer dans ce type de coopération informelle. Les républiques d'Asie centrale, elles, auxquelles il n'était pas directement destiné mais qui s'en trouvaient automatiquement bénéficiaires, ont aussitôt sauté sur cette occasion d'établir une coopération militaire directe avec les États-Unis, qui ont réagi favorablement au début. Un officier supérieur américain fut détaché comme conseiller à Tachkent (1995) ; un bataillon commun entre États-Unis, Kirghyzzstan, Kazakhstan et Ouzbékistan (le Centbat) fut mis sur pied, tandis que des manœuvres communes, organisées entre 1996 et 1998, inquiétaient tant les Russes que les Iraniens (aéroportage et parachutage d'éléments du Centbat directement du Texas au Kazakhstan).

Toutefois, en 1998, les Américains mirent soudain la pédale douce à leur coopération avec les républiques d'Asie centrale, ce que l'Ouzbékistan en particulier, soucieux de prendre ses distances par rapport à la Russie, a très mal perçue. Surtout que le retrait de fait des Américains de la zone intervenait l'année même où les Taliban prenaient pied dans le nord de l'Afghanistan (prise de Mazar-e-Charif en août 1998). Cette année-là, le Pentagone, sans concertation avec le Département d'État, déplaçait l'Asie centrale de la zone Europe, dont elle faisait jusque-là partie pour l'une et l'autre administration, dans la zone CentCom (Central Command). L'état-major du CentCom est basé dans le Golfe et son domaine va désormais de la Corne de l'Afrique à l'Asie centrale. Pour les militaires, celle-ci est donc une périphérie du Moyen-Orient, et n'est plus du tout perçue dans sa relation à la Russie. Les programmes de livraison d'armements furent rapidement limités à des équipements *non lethal*, c'est-à-dire sans capacité de tuer (allant du gilet pare-balles aux systèmes de communications), à cause de problèmes de standardisation mais aussi pour que le matériel ne soit pas utilisé dans des opérations de répression. Faute de financement pour la formation et la standardisation, ce matériel ne représente que des gadgets, et les armées d'Asie centrale étaient ainsi *de facto* renvoyées au grand frère russe pour obtenir un équipement moins cher, standardisé et connu des techniciens. Le message était clair : ne prendre aucun engagement de sécurité envers ces républiques, qui pourrait conduire à envoyer des troupes américaines dans la région. Parallèlement, le Département d'État reprenait ses critiques envers les violations des droits de l'homme au Turkménistan et en Ouzbékistan, et invitait ce dernier à ouvrir le jeu politique, au moment même où le régime se lançait dans une répression généralisée contre un puissant mouvement islamiste. Déçu, menacé par deux offensives de l'opposition islamique menées à partir du territoire afghan, l'Ouzbékistan entra en juin 2001 dans le groupe dit de Shanghai, mené par la Russie et par la Chine. Moscou reprenait ainsi la main dans la région.

Or, après le 11 septembre, les soldats américains se sont retrouvés en Ouzbékistan du jour au lendemain, après trois années de profil bas. L'appartenance de la

zone au CentCom, chargé de mener la campagne afghane, prenait ainsi un sens nouveau. Tachkent a repris ses demandes de livraison de matériel offensif. Sur le plan politique, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan s'est retrouvé sur la liste des organisations terroristes, et ses troupes, prises au piège de Kunduz, ont été décimées par les bombes américaines, tandis que son chef militaire Joma Namgani était tué. L'Alliance du Nord, soutenue par toutes les composantes du gouvernement, a pris Kaboul et repoussé les Taliban vers le Sud : la frontière sud de l'Ouzbékistan semble ainsi à l'abri de toute menace de la part d'une force armée hostile. L'espoir d'une stabilisation et d'une aide humanitaire éloigne le spectre d'une arrivée massive de réfugiés afghans en Asie centrale.

À ces avantages immédiats s'ajoutent une réhabilitation internationale et des avantages financiers non négligeables. L'Ouzbékistan et le Turkménistan ont été retirés de la liste des pays qui ne respectaient pas la liberté religieuse. L'Ouzbékistan et le Tadjikistan ont touché des centaines de millions de dollars pour autoriser le passage d'avions et le débarquement de troupes. D'un seul coup, l'Ouzbékistan devenait ce qu'il avait toujours rêvé d'être depuis l'indépendance, le pivot de l'Asie centrale. Dans le reste de la région, on était moins enchanté. Le Turkménistan, ostracisé par la communauté internationale du fait de la personnalité mégalomane et fantasque de son président à vie, Saparmourad Turkmenbachi « Le Grand » (titre officiel), a été soigneusement tenu à l'écart. Kazakhstan et Kirghyzstan sont trop éloignés du théâtre des opérations, et le Tadjikistan, menacé par son grand voisin ouzbek, n'est pas prêt de lâcher l'alliance russe.

Les pays d'Asie centrale savent que la présence américaine sera de courte durée. C'est ce qui explique les réticences de l'Ouzbékistan à ouvrir sa frontière Sud à l'aide humanitaire : il craint de se trouver de nouveau impliqué dans le conflit. Il n'avait d'ailleurs jamais, pour cette raison même, soutenu véritablement le général Doustom, lui-même afghan. La certitude d'un repli américain rapide rend les Ouzbeks prudents.

Au contraire, c'est cette même certitude qui pousse Moscou à jouer la carte américaine, mais bien entendu à son propre profit. De manière inattendue, Poutine a, contre l'avis de ses militaires et de beaucoup de ses diplomates, totalement collaboré avec Washington, ouvrant les portes de l'Asie centrale aux troupes américaines. En donnant tout sur le court terme, Poutine a tout gagné sur le long terme. Le contentieux général entre Moscou et Washington, sans disparaître pour autant, est traité sans acrimonie, y compris des thèmes qui touchent de près la question du terrorisme : blanchiment d'argent, prolifération nucléaire, ventes d'armes à l'Iran. Sur la Tchétchénie, Moscou a les mains libres. D'autre part, la campagne américaine a pour résultat que c'est l'allié afghan de Moscou, l'Alliance du Nord, qui a gagné et pris la capitale. Les Russes se sont trouvés dans le camp des vainqueurs sans que cela leur coûte un sou : ce sont les Américains qui ont fait le

travail et payé l'armement. Moscou fait le calcul que les Américains quitteront l'Asie centrale dès l'affaire afghane réglée, c'est-à-dire dès que le régime des Taliban se sera effondré et que Ben Laden sera mort ou hors du pays. Ce retrait américain permettra à Moscou de redevenir la seule vraie grande puissance de la région, mais cette fois de telle manière que sa présence sera plutôt souhaitée que combattue par les Américains. Car, sur le fond, la décision de Poutine lui a permis d'affirmer un autre choix spectaculaire : celui de l'Occident contre tout tiers-mondisme ou autre eurasianisme. Moscou se range dans le camp de l'Europe, et n'offre plus de troisième voie à tout ce que le monde compte de contestataires de l'hégémonie américaine. Au-delà de l'effet d'opportunité, c'est un changement stratégique qui s'annonce, ou plutôt qui est annoncé par le président Poutine lui-même, lequel a gagné dans cette affaire une image d'homme d'État et de fin politique.

La campagne d'Afghanistan n'a donc pas modifié la géostratégie de l'Asie centrale, mais en a confirmé les grandes tendances : enracinement des indépendances et des nationalismes, retour en douceur de la Russie, profil bas des Occidentaux et absence d'enjeux pétroliers, contrairement à pas mal d'idées reçues<sup>8</sup>. Il n'y a pas de retour du Grand Jeu, car il n'y a pas de rivalité russo-américaine en Asie centrale, au grand dam de certaines républiques, qui auraient bien aimé en profiter. ■

## Que peut gagner l'Iran ?

par Jean-François Bayart

La République islamique d'Iran a pu trouver quelque avantage dans les événements dramatiques du 11 septembre et dans leurs conséquences immédiates. Elle y a tout d'abord gagné en respectabilité. L'Iran a été l'un des rares pays musulmans dont l'opinion a manifesté une émotion sincère à l'endroit des États-Unis et – hormis les philippiques du Guide de la Révolution – la classe politique n'a pas été en reste : rapporté par un témoin, « le regard plein de compassion du ministre iranien vers la délégation américaine », lors de la réunion du groupe « 6 + 2 » aux Nations unies, le 12 novembre, quand a été annoncé l'accident aérien de Queens, n'a sans doute pas été que de pure convenance. Il a été d'autant plus facile à la République islamique de faire entendre sa différence qu'elle a elle-même payé un lourd tribut à l'extrémisme taliban et que, depuis 1997, la volonté insistante de son Président de la République, Mohammad Khatami, de développer le « dialogue entre les civilisations » contraste avec les appels au jihad (ou à la croisade). De tous les pays musulmans, l'Iran était paradoxalement l'un des mieux préparés à éviter le piège

d'un affrontement manichéen entre l'islam et l'Occident, même si sa condamnation du terrorisme peut parfois prêter à sourire.

Sur le front de la bataille des idées, il a été d'emblée une carte maîtresse de la stratégie américaine, fût-ce à son corps défendant : au-delà des prises de position diplomatiques du gouvernement, le calme – voire l'indifférence – de l'opinion, même après les frappes sur l'Afghanistan, a été une ressource de légitimation pour la coalition, bien que la responsabilité d'Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 septembre ou la pureté des intentions de l'administration Bush aient volontiers été mises en doute, comme ailleurs dans le monde musulman.

En outre, la nouvelle donne régionale n'est pas sans bénéfiques pour Téhéran. Foyer de radicalisme fondamentaliste sunnite, faux-nez des intérêts pakistanais et saoudiens, pourvoyeur d'un trafic de narcotiques dangereux pour la sécurité et l'équilibre socio-économique des provinces du Khorassan et du Sistan-Baloutchistan, le régime des Taliban a été renversé avec une rapidité que nul n'osait espérer et qui a évité un afflux massif de réfugiés afghans. Mieux encore, il l'a été en partie au profit de l'Alliance du Nord, qu'appuyait en sous-main le gouvernement iranien, de concert avec la Russie et l'Inde : son entrée dans Kaboul, au grand dam du Pakistan, constitue une divine surprise. Téhéran peut également se féliciter du rôle qui semble réservé à l'ONU dans le règlement politique de la crise, et se réjouir de voir prise en compte au moins une partie de ses vues sur l'avenir de l'Afghanistan. Ses entreprises, notamment de travaux publics, et ses commerçants comptent bien tirer bénéfice de la reconstruction. *Last but not least*, la levée des sanctions américaines contre le Pakistan et l'Inde, en mettant à mal le Traité de non-prolifération, est de nature à conforter l'Iran, qui en est signataire mais poursuit selon toute vraisemblance son propre programme d'armement nucléaire.

Néanmoins, l'« effet d'aubaine » pour la République islamique a ses limites. Cette dernière avait, au fond, les mêmes objectifs stratégiques qu'Oussama Ben Laden, bien qu'elle ne les poursuivît pas de la même façon : à savoir le retrait du Golfe de la puissance militaire américaine, l'affaiblissement – sinon le renversement – de la monarchie saoudienne, la mise en échec d'Israël. Or la crise a permis l'implantation plus ou moins durable des États-Unis au Pakistan, en Afghanistan et en Asie centrale. La classe politique et l'opinion publique iraniennes sont au demeurant convaincues que telle a été l'*ultima ratio* de la stratégie adoptée par l'administration Bush, en marge des nécessités de la légitime défense. Pour un pays campé dans ses alarmes obsidionales, parfois proches de la paranoïa, ce n'est point une bonne nouvelle. Et ce d'autant moins que le rapprochement spectaculaire de la Russie et des États-Unis risque de priver à terme l'Iran d'une source précieuse d'approvisionnement en armes modernes et de coopération nucléaire. Par ailleurs, le retour, même symbolique, de Zaher Shah sur le devant de la scène est un sujet d'embarras pour la sensibilité républicaine du régime iranien, à un moment où la

radio-télévision monarchiste NITV, émettant de Los Angeles, semble avoir trouvé quelque audience à l'occasion des mouvements de foule qui ont ponctué la saison footballistique dans la plupart des villes du pays. Plus fondamentalement, les dirigeants de la République islamique craignent confusément d'être emportés par une vague d'*américanomania* qui serait susceptible d'éclorre à la faveur d'un rapprochement trop marqué avec Washington : les transformations sociales, la montée en puissance de la jeunesse, l'engouement pour la culture « globale » largement perçue à travers le prisme de l'*American way of life*, la conviction diffuse que l'Amérique est décidément le seul partenaire digne de l'Iran, l'intensité des échanges économiques, financiers et familiaux entre la diaspora installée en Californie et la mère-patrie font de la réconciliation une inconnue d'autant plus redoutable qu'elle a été longtemps différée.

Car telle est bien la clef du problème. L'Iran ne profitera réellement de la nouvelle donne que si celle-ci lui permet de se réinsérer dans le jeu international comme un partenaire à part entière, et ceci suppose la normalisation de ses relations avec les États-Unis. L'administration Bush ne lui a sans doute pas facilité la tâche en lui soumettant trop directement et rapidement une liste de demandes à satisfaire s'il se fut rangé parmi les contempteurs de l'attaque du 11 septembre. C'était aller un peu vite en besogne et faire fi des rancœurs ou des suspensions accumulées depuis la Révolution : après vingt ans de divorce, il était malséant de s'enquérir aussi précipitamment de la chambre à coucher pour consommer les retrouvailles. Le raidissement du Guide de la Révolution, qui en quelques semaines est passé du refus de coopérer au refus de dialoguer, s'explique probablement de la sorte et, si l'on en croit certains indices, traduit moins l'obstination personnelle d'un conservateur acariâtre que le fruit d'un compromis ou d'un arbitrage élaboré au sein du Conseil suprême de la sécurité nationale. En bref, la République islamique a eu peur de se laisser entraîner dans un processus qu'elle n'aurait contrôlé ni sur le plan diplomatique ni sur le plan intérieur. De ce point de vue, les différences de ton entre Mohammad Khatami et Ali Khamenei ne trahissent pas tant une divergence de vues entre conservateurs et réformateurs que la complémentarité traditionnelle entre deux positions institutionnelles distinctes : le Guide de la Révolution était déjà coutumier de ce jeu de rôles avec Hachemi Rafsandjani. ■

## Un pas en avant pour l'ambition chinoise

par Jean-Luc Domenach

**d**ans un public chinois avide de croissance économique et de satisfactions nation-

nalistes, la tragédie du 11 septembre 2001 a brièvement fait sensation, surtout parce que l'on n'imaginait pas l'Amérique si fragile, ni des musulmans capables d'une telle efficacité. L'événement a été rapidement recouvert par les soucis intérieurs, par les festivités du 1<sup>er</sup> octobre (qui ont causé une augmentation du trafic aérien !) et par la qualification historique de la Chine pour la Coupe du monde de football. Ensuite, la campagne militaire conduite par les États-Unis en Afghanistan a moins intéressé : tant de fureur pour un si petit pays...

En revanche, les dirigeants ont immédiatement saisi l'importance des événements. Ils ont réagi beaucoup plus rapidement qu'à l'occasion des dernières crises internationales. Et, de façon neuve, par une affirmation de solidarité conditionnelle. Dès le 12 septembre, Jiang Zemin téléphone à George Bush pour lui proposer la coopération de la Chine contre « toute forme de terrorisme » menaçant « le monde civilisé ». Durant la deuxième moitié de septembre, les diplomates de Pékin développent cette position. Solidarité tout d'abord : ils promettent de partager leurs informations sur le terrorisme et n'opposent pas d'objections de principe à une campagne militaire internationale, y compris contre un Afghanistan avec lequel ils étaient justement en train d'arranger leurs relations. Mais solidarité pour des objectifs qui ne se limitent pas à la défense de l'Amérique : certaine de faire également partie du « monde civilisé », la Chine accole le « séparatisme » au « terrorisme », ce qui inclut les organisations de résistance du Xinjiang et du Tibet, voire, éventuellement, les responsables indépendantistes de Taïwan... Solidarité, enfin, conditionnée par la mise en œuvre de principes de droit et par l'intervention des organes réguliers de l'ONU, en particulier de son Conseil de sécurité, dont Pékin est un membre permanent.

Solidarité conditionnelle : la ligne est claire, et tout au long du mois d'octobre la diplomatie chinoise en distille les implications avec une sorte d'allégresse. Ainsi, elle réserve un accueil presque aimable au Premier ministre japonais qu'elle avait maltraité durant l'été : elle lui rappelle ses réserves devant tout engagement militaire de Tokyo mais « comprend sa décision d'entrer dans la coalition pro-américaine ». Elle admet la formation en Afghanistan d'un nouveau gouvernement qui soit « acceptable par toutes les parties et capable de coopérer avec tous les pays voisins » (donc le Pakistan et la Chine). Et elle rappelle que « la lutte contre les terroristes du Turkestan oriental est une partie intégrante de l'effort international pour combattre le terrorisme ».

La direction chinoise accepte même sans trop de mauvaise grâce la transformation que la situation internationale (et la volonté américaine) impriment au Forum de l'APEC des 20 et 21 octobre à Shanghai. Elle espérait y célébrer deux entreprises essentielles à ses yeux : l'entrée de la Chine dans l'OMC et l'extraordinaire ascension économique de Shanghai. Mais elle a dû accepter que le Forum se consacre essentiellement au terrorisme. Et elle n'y a rien perdu. Son rôle de puissance invitante a conféré un rayonnement supplémentaire à une position dans laquelle tous ses partenaires pouvaient trouver motif à satisfaction. Jiang Zemin a tenu une conférence de presse conjointe avec George Bush, tandis que son ministre des Affaires étrangères réaffirmait que le combat contre le terrorisme est « une lutte entre la justice et le mal, entre la civilisation et la sauvagerie ». Mais la Chine réclamait aussi, de concert avec la Russie, un arrêt rapide des frappes et le retour à une option politique en Afghanistan.

La rapidité et la nature des réactions chinoises s'expliquent d'abord par les évolutions politiques à Pékin durant les dernières années, en particulier par la consolidation du pouvoir de Jiang Zemin et la réduction des désaccords internes en matière de politique étrangère : la ligne est celle d'un engagement dans le marché mondial accompagné d'une relation à la fois privilégiée et tendue avec les États-Unis. Ajoutons également que Jiang Zemin a tout intérêt, comme il y est déjà parvenu par le passé, à utiliser le prestige gagné sur la scène extérieure pour calmer diverses récriminations autour de lui : les unes provoquées par sa dernière innovation idéologique, l'autorisation donnée aux entrepreneurs privés d'entrer au PCC, les autres par sa ferme intention de conserver une position d'influence décisive après la date normalement prévue pour sa retraite en octobre 2002.

Mais l'explication principale réside dans l'intention de profiter pleinement d'une aubaine qui paraît à la fois évidente et majeure. La séquence historique ouverte par les attentats terroristes du 11 septembre semble en effet avoir été perçue par les dirigeants chinois comme une occasion inespérée de modifier à leur avantage la relation sino-américaine, de pousser à la formation d'une chasse gardée chinoise en Extrême-Orient et de rehausser leur influence internationale.

Le premier objectif était sans doute le plus urgent. En effet, la politique à la fois ferme et maîtrisée de George Bush en direction de la Chine, intelligemment appliquée lors de l'affaire de l'avion-espion américain en avril 2001, risquait de changer le schéma « clintonien » de la relation sino-américaine : celui d'une relation dans laquelle la Chine se servait de sa différence pour négocier des concessions de la part de Washington. Considérant la différence de la Chine comme une réalité, Bush excluait de toute négociation forte une politique qui visait à la fois à réduire cette différence (favoriser l'intégration de la Chine dans le marché mondial) et à en affaiblir le danger (surveillance, remontrances publiques, politique d'alliances et protection anti-missiles). Proposant une solidarité conditionnelle contre le ter-

rorisme, la Chine espère détruire ce cadre en montrant qu'elle est « civilisée », donc pas si différente, et qu'elle a quelque chose à négocier : passer sous silence les conditions de sa solidarité – sauf une, qui est son droit à réprimer le « séparatisme » au Xinjiang et au Tibet, où la répression redouble en effet depuis septembre.

Le deuxième objectif répond à une vieille ambition, jusqu'à présent inefficace : la Chine a augmenté son poids en Extrême-Orient, mais elle n'est parvenue ni à se constituer un véritable glacis, ni à réduire l'engagement militaire de Washington, ce qui lui interdit de récupérer Taiwan. Bien qu'ils ne nourrissent guère d'illusions sur sa durée, ses dirigeants s'efforcent donc depuis le 11 septembre de mettre à profit l'inévitable distraction américaine pour accentuer leur pesée régionale. Ainsi ont-ils récemment envoyé pour la première fois un vaisseau de guerre croiser autour du Japon, au travers de zones contestées, sans susciter de réactions. Ainsi également ont-ils en toute impunité provoqué le départ du Forum de l'APEC de la délégation taïwanaise dont ils avaient refusé d'inviter le chef.

Le troisième objectif est plus global, et de plus long terme : faire apparaître la Chine comme la véritable deuxième puissance mondiale, dont la position est à la fois importante et attachée au respect du droit international. Cet objectif répond au sentiment très répandu dans le Tiers Monde (et aussi dans des cercles proches du pouvoir à Pékin) que Ben Laden a provoqué le début du déclin de l'Empire américain. Le contrôle étroit que Washington a conservé des opérations antiterroristes inspire aussi aux dirigeants chinois l'espoir de jouer au plan mondial un rôle dont ils aiment à se parer dans leurs relations bilatérales, celui du donneur de leçons...

Pour l'essentiel, donc, les autorités chinoises semblent surtout occupées à profiter de l'aubaine. Elles ne laissent percer d'inquiétudes que dans le domaine économique. En effet, les exportations chinoises souffrent d'ores et déjà du ralentissement en Occident, et le taux de croissance (ordinairement surestimé d'un point ou deux) est retombé durant les derniers mois aux alentours de 7 %, ce qui contraint à ralentir le rythme des réformes économiques. Pour cette raison, Pékin est certainement soucieux de contribuer à un règlement rapide de la crise internationale.

Mais ce souci est probablement renforcé, chez les principaux dirigeants, par un autre vœu fort peu explicite : que l'ordre international ne subisse pas trop de modifications, et que les États-Unis conservent leur suprématie. Ce n'est pas seulement qu'ils ont horreur du changement ; ni qu'ils détestent les questions qui les divisent, comme l'évaluation de la puissance américaine ; ni qu'ils détestent plus que tout le désordre, dans les esprits (l'islamisme...) comme dans la politique mondiale. C'est surtout qu'ils se savent incapables d'assurer dès maintenant la relève, et qu'ils ont besoin d'apprendre encore beaucoup de l'Amérique. Pour eux, l'aubaine, c'est aujourd'hui une Amérique un peu affaiblie, un peu distraite, ce ne peut pas être déjà une Amérique vaincue. Et cette aubaine elle-même devra être aussi tôt que possible renvoyée dans l'oubli par le rayonnement de leurs succès. ■

- 
1. Nous remercions Patrick Allard et Romain Bertrand de leur concours précieux.
  2. Le retour en grâce du Pakistan à l'ONU s'était manifesté peu avant, à travers une déclaration commune de cinquante-quatre pays asiatiques selon laquelle ce pays devrait occuper un siège au Conseil de sécurité lors de la prochaine rotation des membres non permanents, en 2003.
  3. Cité dans R. Fisk, « Farewell to democracy in Pakistan », *The Independent*, 26 octobre 2001.
  4. Un épisode significatif mérite d'être relaté ici. Le 16 septembre, Moucharraf envoya auprès du Mollah Omar une délégation chargée d'obtenir la reddition de Ben Laden. Cette délégation comprenait le général Mahmoud, directeur des services secrets (ISI), et le Mufti Nizamuddin Shamzai, chef de la principale *madrassa* pakistanaise d'obédience deobandi, Binori Town (Karachi), un proche de Ben Laden au point qu'il avait été invité au mariage de son fils. Or cet homme, loin d'appeler le Mollah Omar – qu'il fut sans doute l'un des derniers visiteurs pakistanaïses à rencontrer – à livrer Ben Laden, le conforte dans son anti-américanisme, un sentiment dont il se fit d'ailleurs l'écho lui-même une semaine plus tard en exhortant les musulmans à mener le jihad contre les États-Unis en cas d'attaque contre l'Afghanistan (S. Hussain, « Clerics violated official brief during visit to Afghanistan », *The Friday Times*, 7 octobre 2001).
  5. Voir l'excellente analyse d'Ahmed Rashid, « Post-Taliban order is a source of concern for Pakistan », <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav101901a.shtml>
  6. La guerre d'Afghanistan a été l'occasion, pour les Américains, d'interroger trois anciens ingénieurs du centre atomique de Kahuta soupçonnés d'avoir transmis des matériaux fissiles – ou des technologies sensibles dans ce domaine – aux Talibans. Ce centre a reçu la visite de dignitaires arabes à plusieurs reprises et les Nord-Coréens qui ont livré aux Pakistanais un savoir-faire dans le domaine balistique auraient pu, en échange, obtenir des informations ou des matériaux fissiles.
  7. *Dawn*, 13 novembre 2001.
  8. Voir Oliver Roy, « Caspienne : une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie », *Critique internationale* n° 8, juillet 2000.